https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2488



Objectif 2027

- La démocratie : un enjeu - Qu'est-ce-que la souveraineté populaire ? -



Publication date: mercredi 8 juillet 2026

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits réservés

2027 approche et…la présidentielle. Les Français pourraient s'attendre à ce que soient mis sur la table tous les enjeux et toutes les visions de l'avenir économique, social, géopolitique de notre pays. On pourrait voir se manifester enfin la mobilisation du peuple face à une situation bien catastrophique.

Et bien non ! Loin de réfléchir sur le crise institutionnelle qui interroge, à mon sens, sur l'opportunité d'élire une Constituante, les dirigeants se livrent simplement à une course à l'échalote pour savoir qui est le plus susceptible de battre les « extrêmes ». La classe dirigeante, bien loin des défis réels, veut simplement éviter l'émiettement d'un « centre » qui n'a pour seule consistance politique que le but d'écraser ces extrêmes. Et d'ailleurs, que sont les partis politiques qui composent ce centre ? Leur qualification historique a-t-elle encore un sens autre qu'une vision fossilisée, archéologique en quelque sorte ?

Fascinant, non ? Pour atteindre cet objectif, les candidats « du centre » vont décider d'ignorer tous les défis qui nous étouffent. En particulier, personne ne posera cette question pourtant essentielle : à quoi sert aujourd'hui le Président de la République ? Je conviens que cette interrogation a de quoi surprendre. Et pourtant, ce qui devrait étonner c'est qu'elle ne soit jamais posée alors que le droit national perd, jour après jour, son importance, alors qu'il est supplanté par le droit européen. Depuis des années, les candidats nous imposent leur vision d'un monde complexe, manière de ne jamais parler des choses simples, essentielles, tout particulièrement « quelle est la source du droit ? » Dit autrement, le peuple a-t-il encore une place dans son édiction ?

Les aspirants à la présidentielle font comme si la Constitution était toujours opératoire, comme si l'article 3, rappelant que la souveraineté nationale appartient au peuple, avait encore un sens. Mine de rien, Emmanuel Macron fait semblant de gérer une telle situation en parlant à longueur de discours de la « souveraineté européenne », souhaitant ainsi confier définitivement la destinée des nations européennes à une institution administrative : la Commission Européenne. A croire que son rêve ultime, avant de quitter ses fonctions, est de dissoudre officiellement le peuple.

Comment la « volonté générale » peut-elle se manifester dans une confusion politique aussi profonde ? De plus en plus éloignés des enjeux fondamentaux, les acteurs politiques ne sont que des ombres dans un monde en transformation. C'est un des problèmes de cette présidentielle où un jeu politique figé conduit à la destruction de toute vie publique et à la mort programmée des libertés.

Dans ce contexte, comment s'étonner de voir les citoyens se détourner des élections ? Ils ne sont plus membres d'un peuple officiellement souverain. Recréer ce souverain est désormais une œuvre de salut public.

Nous devons être nombreux, profitant de l'occasion présidentielle, à demander que cette situation soit clarifiée. Il faut cesser d'ignorer ceux qui veulent enfin préciser les enjeux, ceux qui disent, en toute vérité, qu'il s'agit tout simplement de la survie de la démocratie. Il faut rappeler le vote des Français le 29 mai 2005. Il faut rappeler les gilets jaunes.

Profitons de la présidentielle pour imposer ce débat, pour proclamer que nous, citoyens, sommes le peuple et qu'il nous appartient de fixer notre droit et de définir ainsi l'avenir. Profitons de la présidentielle pour imposer un référendum concernant la supériorité du droit national sur le droit européen.

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE